

Ghassan Salamé

# *La tentation de Mars*

Guerre et paix au <sup>xxi</sup>e siècle

## Introduction

Convergence. Tel est le mot qui dominait l'esprit – ou l'inconscient – de qui, vers 1990, observait l'évolution des relations internationales alors que la guerre froide s'éclipsait. Un système mondial clivé par un demi-siècle de confrontation idéologique et stratégique, habité par la crainte d'une annihilation mutuelle entre puissances nucléaires, ensanglanté par des dizaines de guerres à travers la planète, disparaissait sous nos yeux incrédules, ouvrant la voie à une rencontre entre les esprits, les systèmes et les peuples. Dans ma triple carrière, tout semblait insuffler un sentiment de changement de siècle, de grammaire, d'atmosphère. Professeur, je saluais l'arrivée d'étudiants russes et chinois à sciences Po alors que nous étions, à notre tour, invités à enseigner dans les universités de leurs pays tandis que des terrains de recherche, jusque-là clos, s'ouvraient devant nos étudiants. Politique, je me félicitais d'un environnement mondial moins tendu qui rendait enfin possible la résolution des conflits, dans mon Liban natal autant que sous d'autres latitudes. Diplomate, je constatais que les résolutions du Conseil de sécurité étaient désormais non seulement votées mais aussi appliquées, l'ONU s'étant enfin émancipée du carcan de la bipolarité pour assumer sa fonction originelle de réceptacle de la sécurité collective. L'optimisme était de mise et légitime était l'espérance.

Mais la guerre froide ne s'était pas éteinte sur un match nul. Pour l'occident, c'était une aubaine qu'il saluait parfois sans beaucoup de pudeur. Il était, avec l'effondrement du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS, libéré du rival planétaire qui avait concentré ses hantises autant que ses moyens. Sorti vainqueur d'une intense compétition des idées et des systèmes, il disposait désormais d'une grande marge pour s'atteler, si les dieux le protégeaient de l'hubris, à l'établissement d'un «nouvel ordre mondial» qui aurait largement porté sa signature. Et il avait de bonnes raisons d'y croire. Le forfait du rival soviétique était illustré par sa contraction territoriale, par l'impressionnante réduction de son déploiement militaire en Europe et, ensuite, par des années de turbulence interne qui en affaiblissaient l'économie, l'armée et l'influence. L'Allemagne retrouvait son unité, l'Union européenne s'élargissait, s'épaississait et, ce faisant, incarnait ce que pouvait être la post-modernité géopolitique, inspirée par Vénus plutôt que par Mars, pour reprendre la métaphore de Robert Kagan. La promesse d'une architecture globale plus détendue était servie par la création de l'OMC (1995), par l'adhésion de la principale puissance montante, la Chine, à ce cénacle (2001), par l'expansion sans précédent du commerce international et des investissements croisés et, partant, par l'interdépendance accrue entre les nations.

En parallèle, les dépenses militaires mondiales baissaient : en 1996, elles étaient de 811 milliards de dollars, soit la moitié de ce qu'elles avaient été dans les dernières années de la guerre froide. Les États-Unis, première puissance militaire, et de loin, dépensaient 14 % de leur PNB dans leurs armées en 1950, 6 % en 1990, et seulement 3 % à partir de 2000 (en excluant les extras irakien et afghan). Les pays ouest-européens adoptaient des budgets militaires bien plus bas que les 2 % du PNB exigés par l'otan; et quand ils s'équipaient de nouveaux matériels, ils songeaient à d'éventuelles interventions sur des terrains éloignés plutôt qu'à un conflit sur le sol européen. La France et l'Allemagne mettaient fin au service militaire et, par des coupes de plus en plus sévères, le Royaume-Uni se retrouvait avec une armée d'à peine 75 000 hommes, plus réduite que celles de dizaines d'autres pays et de ce qu'elle avait elle-même été sous Cromwell. L'armée américaine a été, elle aussi, réduite: de 2 millions de militaires actifs en 1991 à 1,4 million en 2001.

Le lien entre mondialisation et démocratisation était alors considéré comme plausible, presque spontané. D'un côté, l'ouverture au commerce extérieur semblait favoriser la transition vers la démocratie<sup>1</sup>. De l'autre, la transition vers un régime démocratique constituait un aimant qui encourageait l'arrivée des investissements extérieurs<sup>2</sup>. Cette causalité réciproque paraissait harmonieuse, presque automatique. Nombreux étaient les adeptes de la devise: le marché conduit à la démocratie et celle-ci pousse à l'instauration de la paix; ils relisaient Kant, Montesquieu ou Stuart Mill et y trouvaient une rationalisation de leur optimisme. À l'intérieur des pays, dans un reflet dialectique avec la transformation du système international, des choix politiques étaient faits qui, telle une traînée de poudre, ressemblaient de plus en plus à ceux que l'occident pratiquait et qu'il souhaitait voir les autres pays adopter. Son modèle politique (démocratie électorale) et économique (loi du marché et financiarisation) était emprunté, avec plus ou moins de fidélité à l'original, par un nombre toujours accru de pays, y compris par ses ex-adversaires les plus déterminés. Et cette convergence était phénoménale : une majorité de pays du monde avait opté, pour la toute première fois de l'histoire, pour un régime démocratique, de quoi espérer voir enfin se réaliser l'hypothèse kantienne de la «paix démocratique» (les démocraties ne recourent à la force qu'en cas de légitime défense et, dans ce cas, de manière proportionnée avec l'agression). Crédible était la thèse de la «fin de l'histoire», au moment de sa formulation<sup>3</sup>.

La théorie des relations internationales accompagnait ce bouleversement: puisque le risque de guerre entre grandes puissances ne menaçait plus le monde, on pouvait revoir en profondeur l'analyse du système global. L'hypothèse apocalyptique des «néo-réalistes» qui avaient dominé la discipline et qui nous avaient constamment avertis que l'affaissement d'une grande puissance ne pouvait se réaliser sans une guerre dévastatrice, menée par la candidate à la déchéance en vue de retarder son déclin ou d'éviter sa sortie du jeu, était contredite par les faits. L'URSS se réduisait comme peau de chagrin, sans menacer personne. On assista, au contraire, à la floraison de nombre de théories moins pessimistes que celles des réalistes (à la Henry Kissinger) ou des

néo-réalistes (à la Kenneth Waltz), des approches qui pariaient sur les vertus de la coopération internationale, soulignaient le rôle des idées et des institutions dans la socialisation globale, découvraient ou formalisaient des normes auxquelles les États se soumettaient volontairement, parfois, tel Monsieur Jourdain, sans le savoir. et il y avait du vrai dans ces constructions conceptuelles, généralement artisanales, d'un système international en voie d'être régulé par des traités et des normes, aussi attentif aux campagnes des ONG qu'aux intérêts des États, encadré par des organisations qui avaient retrouvé leur vigueur, ouvert sur des thématiques nouvelles comme la défense de l'environnement, la parité entre les sexes ou la démilitarisation de l'espace, constructions où l'espérance l'emportait souvent sur l'analyse. Il y avait aussi un souffle de soulagement dans la croyance que le pire était derrière nous et qu'une ère inespérée s'ouvrirait, où le «bien public planétaire» avait enfin réussi à s'imposer aux calculs cyniques des blocs comme aux intérêts étriqués des États.

Les raisons de croire à l'effacement de Mars, sinon au triomphe de Vénus, se multipliaient et s'accumulaient. «Seuls les morts ont vu la fin de la guerre», avait écrit le philosophe hispano-américain George Santayana, mais on a pu penser, après 1989, que les vivants pourraient aussi la voir. Les partisans de cette espérance n'étaient pas des doux rêveurs qui ne lisaient pas les journaux ou qui vivaient dans leurs utopies. Pour beaucoup, les européens surtout, la guerre était devenue impensable, et quand elle éclatait, elle était menée loin de leur continent par des forces archaïques ou des dirigeants irrationnels. Pourquoi devait-on en venir aux armes? Les ressources n'étaient-elles pas disponibles pour tous sur le marché global ? Les passions n'étaient-elles pas devenues déplacées à l'âge de raison? Les idéologies ne s'étaient-elles pas effondrées après deux guerres mondiales et une longue guerre froide ? La dissuasion nucléaire réciproque n'avait-elle pas apaisé les ardeurs des bellicistes ? Quand la guerre ne cessait d'embraser les Balkans, le Caucase, les rives méridionales de la Méditerranée ou la lointaine Afrique, l'européen se rassurait en tournant ses yeux vers les indices boursiers ou les chiffres du commerce. Lui, qui avait pourtant vécu sur un continent plusieurs fois ravagé par d'immenses guerres dans lesquelles des dizaines de millions de personnes avaient trouvé la mort, se situait dans une rassurante post-guerre froide, une époque sur laquelle, étrangement, il ne parvenait pas à accoler un nom.

Longtemps, la guerre avait été une pratique normale, récurrente et comme inévitable. C'est seulement à partir du milieu du xix<sup>e</sup> siècle que l'on avait commencé à envisager sa possible extinction. Ceux qui avaient été impressionnés par la mondialisation de la période 1870-1914 pensaient déjà que l'interdépendance et la spécialisation économiques des différents pays allaient y mettre fin. Le libéralisme irénique était ainsi né qui considérait la guerre comme propre aux sociétés primaires, impensable dans celles parvenues au stade industriel. Le Britannique Norman Angell, en 1910, en dressa une théorie qui portera son nom et qui justifiera son Prix Nobel de la Paix en 1933. En 1911, George Peabody Gooch, un historien et philanthrope anglais, parlait de la fin prochaine de la guerre «entre nations civilisées<sup>4</sup>» et, la

comparant au duel ou à l'esclavage, concluait que des pratiques sociales considérées hier comme «normales» pouvaient soudain devenir obsolètes.

En accompagnement à un xx<sup>e</sup> siècle particulièrement sanglant, comme si l'utopie se nourrissait d'abord de la contradiction que les faits lui opposaient, l'hypothèse allait solliciter des arguments de plus en plus variés. S'il y eut des espoirs rapidement déçus (telle la thèse socialiste selon laquelle le prolétariat, ayant pris le pouvoir dans de nombreux pays, ne pouvait laisser s'opposer les travailleurs de ces pays les uns aux autres), il y eut aussi des tentatives concrètes pour organiser un système mondial pacifié. Au lendemain des deux guerres mondiales, on a pu espérer, avec Thomas Woodrow Wilson en 1918 ou Franklin Delano Roosevelt en 1945, que le conflit mondial, par ses horreurs, devait être «la guerre pour en finir avec toutes les guerres». Une architecture institutionnelle idoine (la SDN puis l'ONU) devrait pouvoir maîtriser la conflictualité sinon pour l'éradiquer tout à fait, du moins pour la contenir et rétablir, grâce à des organismes de sécurité collective, la paix et la sécurité internationales.

La fin de la guerre froide (“la longue paix”, comme la baptisera un de ses meilleurs historiens, le politiste américain John Lewis Gaddis, dans un ouvrage nostalgique<sup>5</sup>), qui sut éviter toute confrontation directe entre grandes puissances, allait naturellement être suivie d'espoirs similaires. L'idée a ainsi fleuri avec un nouvel éventail d'arguments, et même une note d'euphorie : «Une des tendances globales les moins reconnues des six décennies passées est le déclin du nombre, et en particulier de la sévérité, des conflits violents entre et au sein des États... Quelque chose d'extraordinaire a eu lieu, quelque chose d'immense<sup>6</sup>», constatait Bruce Russett. À Philippe Delmas, qui publia *Le Bel Avenir de la guerre*<sup>7</sup>, Maurice Bertrand répondit par *La Fin de l'ordre militaire*<sup>8</sup>. John Keegan, l'expert militaire du *Daily Telegraph*, renchérisait : les vraies puissances militaires diminuent en nombre, il n'y a guère de vraies puissances militaires en Asie ou en Afrique, la prolifération des États n'a aucun effet sur l'équilibre militaire global parce que ces États ne peuvent faire du mal qu'à eux-mêmes et éventuellement à leurs voisins; «Une guerre entre superpuissances est contraire à la raison et une superpuissance ne conduit pas de politique étrangère déraisonnable. Non! La guerre n'a pas un bel avenir, du moins la guerre telle que nous l'avons connue. [...] Elle est condamnée à avoir une place de plus en plus réduite dans les titres des journaux que mes enfants et mes petits-enfants liront<sup>9</sup>.» «Les attitudes face à la violence ont si profondément changé, écrivait Paul Collier, qu'une guerre sur le sol européen en est devenue impensable<sup>10</sup>.» Frédéric Gros avançait pour sa part que la guerre d'antan s'était éteinte pour être remplacée par de simples soubresauts localisés de violence: «La guerre a changé à ce point de visage qu'il faut admettre que ce qui fut réfléchi sous son nom pendant des siècles a pratiquement disparu. En ce sens, la guerre n'existe plus<sup>11</sup>.» Le psychologue de Harvard Steven Pinker, dans un gros volume<sup>12</sup> qui deviendra la bible de l'optimisme irénique, en concluait que la violence, sur les cinq ou six millénaires passés, n'avait cessé de décliner et qu'elle pourrait bien disparaître tout à fait de la pratique des hommes.

En effet, les différentes catégories de guerres semblaient s'éteindre l'une après l'autre : aucune guerre n'a éclaté entre pays développés (d'où l'incongruité de la guerre qui, en 1982, opposa la Grande-Bretagne à l'Argentine pour la souveraineté sur les Malouines («un combat de deux chauves pour un peigne», dira-t-on). Les guerres de libération nationale avaient déjà connu leur fin avec l'achèvement quasi complet du processus de décolonisation et l'étatisation de la planète toute entière. en dépit de la prolifération des États qui s'ensuivit, quatre ou cinq guerres interétatiques allaient éclater (Éthiopie contre Érythrée, Pérou contre Équateur, ou Arménie contre Azerbaïdjan, et même une confrontation sur le toit du monde de l'Inde et du Pakistan, également dotés d'armes nucléaires), mais elles ne produiront pas un impact notable sur le système global. Les «guerres de police», à savoir des opérations ponctuelles pour rétablir l'ordre ou le *statu quo ante* se poursuivaient peut-être (Panamà, 1989; Koweït, 1990; Haïti, 1994), mais leur fréquence avait tendance à décroître ; non que le besoin en fournisseurs d'ordre eût baissé, mais par la réticence des candidats éventuels au rôle de policier. Enfin, si les guerres civiles tardaient à s'éteindre, ou si de nouvelles éclataient encore, leur nombre, très élevé dans l'immédiat après-guerre froide, avait décliné du fait de la lassitude des guerriers ou des succès de la diplomatie<sup>13</sup>. En dépit de thèses contraires, celle de l'obsolescence des guerres dans toutes leurs variétés était incontestablement majoritaire à l'orée du siècle présent, portée par la démocratisation, la mondialisation, la révolution technologique, l'extinction des confrontations idéologiques et la revitalisation des normes de non-agression. L'apôtre le plus déterminé de cette ligne rassurante était sans doute John Mueller<sup>14</sup>. Steven Miller, qui, en 1990, dirigeait la revue de référence sur les conflits dans le monde, raconte qu'il recevait alors des visiteurs qui lui demandaient s'il n'allait pas fermer boutique<sup>15</sup>. Il leur répondait en citant le grand historien Charles Tilly: «La guerre a été pendant un millénaire l'activité principale des États européens.<sup>16</sup>» Ceux (tels Steven Miller, Azar Gat, Philippe Delmas, Robert Kagan, Max Boot ou Martin van Creveld) qui persistaient à penser que la guerre avait de beaux jours devant elle étaient considérés comme des «néo-hobbesiens» incurablement pessimistes.

### *Espoir trahi*

Mais cette vision irénique du système global, dominante au cours des quinze années qui suivirent la chute du Mur pendant lesquelles plus d'échanges commerciaux, plus d'élections compétitives, plus de régulations internationales devaient, d'une manière concomitante, conduire à un monde plus pacifique, n'a pas tardé à se dissiper. Le doute s'est insidieusement installé: un nouveau système mondial était bien en train d'émerger qu'il était difficile de définir – tant ses ingrédients paraissaient disparates sinon contradictoires – mais qui ressemblait de moins en moins à celui espéré. Les fondements de la vision irénique s'érodaient l'un après l'autre. Francis Fukuyama lui-même n'était plus certain que l'histoire était bien finie et sa désignation de l'ennui comme principal souci de l'ère ouverte après 1989 se révélait, pour le moins, prématurée. En France, Pascal Bruckner répondait à Frédéric Gros<sup>17</sup> : «Est-ce la guerre qui s'efface aux confins de l'histoire ou est-ce l'Europe qui, en rêve, projette cette fable

philosophique sur le reste du monde ?» il était de plus en plus évident que ce qui s'universalisait ne pouvait rester le même : le capitalisme ou la démocratie, adoptés sous d'autres latitudes, ne ressemblaient pas vraiment à l'original, une fois greffés sur des terroirs exotiques. Des dirigeants rusés pouvaient en emprunter un élément ou deux sans s'en approprier l'essence ; la convergence prématurément acclamée sentait désormais l'inachevé, l'artisanal, le factice. Ce livre s'attellera à interroger six ingrédients de cette promesse déçue, revisitant un tiers de siècle (1990-2024) avant de scruter les traits du système international à venir.

Citons pour commencer *l'expansion de la démocratie*. Loin de l'optimisme du tournant de millénaire, l'index de *The Economist* sur la vitalité des démocraties jugeait, début 2023, qu'un bon tiers du monde vivait sous un régime dictatorial et qu'à peine 6,5 % de l'humanité bénéficiait d'un régime indiscutablement démocratique, les autres vivant dans la zone grise intermédiaire. On peut en fait dater l'apogée de la grande (troisième) « vague démocratique » en 2006. depuis, après un plateau, la courbe, sans s'effondrer, n'a pas cessé de décliner. L'étouffement de la poussée démocratique était évident là où des coups d'État militaires y mettaient brutalement fin comme en Thaïlande, au Myanmar et dans plusieurs pays africains. Il l'était aussi avec le triomphe de la contre-révolution dans les pays du « printemps arabe » éclos en 2011: des revendications exprimées au départ d'une manière pacifique, avec des manifestations urbaines massives et une foisonnante créativité artistique, se sont muées par la suite en de sanglantes guerres civiles en Syrie, au Yémen ou en Libye, pendant que l'autoritarisme se réinstallait en Égypte ou en Tunisie par des voies électorales peu crédibles. En Amérique latine, hier pionnière de la « troisième vague », le processus électoral était maintenu, mais le choix opposait de plus en plus des populistes de gauche (Nicolas Maduro, Daniel Ortega, Andres Manuel Obrador) à des populistes de droite (Jair Bolsonaro, Nayib Bukele) également enclins à des méthodes de gouvernance peu compatibles avec une démocratie « mûre ».

Le reflux démocratique n'était pas moins réel, bien que plus sournois (la démocratie ne s'éteint pas d'ordinaire en un seul jour), lorsque des dirigeants, plus ou moins régulièrement élus, utilisaient leur fonction pour attenter à l'indépendance de la justice et la manipuler dans la répression de leurs opposants, pour restreindre les activités de la société civile ou les interdire tout à fait, pour transformer leurs parlements en tribunes d'éloquence sans conséquence, sinon pour recourir à la force dans leur voisinage, bref pour ne garder de la démocratie que l'acte du vote (à supposer qu'ils en respectent l'intégrité). Ce que nous envisagions déjà dans *Démocraties sans démocrates*<sup>18</sup> et que Fareed Zakaria avait observé dans son article *The Rise of Illiberal Democracy*<sup>19</sup> ne faisait que s'étendre, de la Russie de Vladimir Poutine à la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan ou à la Tunisie de Kaïs Saïed: l'habit ne fait pas le moine et une élection ne fait pas une démocratie. On comptait une quarantaine d'« autocraties électives » en 2000, elles étaient une soixantaine en 2020. Pour les occidentaux, « convergence » était

implicitement synonyme de «conversion» à leur mode de gouvernance; mais les catéchumènes se révélaient hésitants, velléitaires, sournois.

On pouvait difficilement les critiquer tant la démocratie montrait des signes de fatigue dans les pays où elle était censée être enracinée : que des candidats battus puissent rejeter le verdict du scrutin et appeler à son annulation était chose fréquente dans des pays récemment adeptes de la technique électorale (Afghanistan, Côte d'Ivoire...) mais qu'un locataire de la Maison-Blanche sur Potomac puisse y recourir le 6 janvier 2021 indiquait une régression autrement significative non seulement pour le pays, mais aussi pour le modèle, d'autant que ses partisans, loin de sanctionner un tel comportement, s'apprêtaient à le réélire quatre ans plus tard. Ailleurs dans le monde (comme en Inde, en Turquie et dans plusieurs pays latino-américains), voire en Occident même (comme en Hongrie, en Slovaquie ou en Pologne), le populisme ethno-nationaliste menaçait les valeurs libérales, quand il ne les rejetait pas ouvertement.

Le second pilier de la vision irénique, à savoir les bienfaits de l'*interdépendance économique*, devait à son tour se révéler moins solide qu'on pouvait l'espérer. Pendant la guerre froide, l'URSS représentait 4% à peine du commerce mondial et la Chine moins de 1%. Les investissements occidentaux dans ces deux pays étaient proches de zéro : si on ne commerçait pas du tout, il était naturel qu'on soit mutuellement hostiles et la réciproque ne l'était pas moins. Mais, à partir de 1980, le commerce international a connu un bond sans précédent et le taux de croissance des échanges dépassait partout celui de la production. Entre 1988 et 2008, la part des échanges dans le PIB mondial s'est ainsi accrue de 37% à 61%. Entre 1985 et 2015, les exportations chinoises vers les États-Unis ont augmenté de 125 fois. En six ans (1991-1997), le volume des investissements internationaux directs avait augmenté de 6 fois. En l'an 2000, les firmes américaines investissaient la bagatelle de 2,5 trillions de dollars à l'étranger. Investissements, délocalisations, commerce, accession à l'OMC, centaines de milliers d'étudiants en échange et de chercheurs en résidence, projets industriels communs, croissance phénoménale de l'industrie touristique: «le village global» n'était pas une illusion fugace, les entreprises s'attelaient à sa construction autant, et sans doute plus, que les États.

Mais, après deux ou trois décennies d'euphorie mercantile, la mondialisation trahissait, elle aussi, ses limites, et on découvrait que, si «le village» existait, ses différents quartiers n'étaient pas nécessairement inspirés par le code de bon voisinage. Un sentiment d'abord diffus, puis clairement formulé, indiquait que le libre-échange bénéficiait bien plus à certains pays et à certaines tranches de la population qu'à d'autres. La Chine, qui avait réussi à élever des centaines de millions de ses citoyens au-dessus du seuil de pauvreté, faisait s'épanouir une économie de marché tout en maintenant un régime politique dominé par un parti unique tout-puissant, mettant en doute les bases mêmes du fameux «consensus de Washington». Qui plus est, Beijing ne se contentait pas de ses performances économiques mais entendait bien les traduire en avantages stratégiques, par une augmentation constante de son budget militaire et

par une intimidation multiforme de ses voisins les plus proches. À peine dix ans après la chute du Mur, le pape du réalisme musculaire, John Mearsheimer, annonçait déjà dans *The Tragedy of Great Power Politics*<sup>20</sup> la dissipation des «utopies mondialistes» et, surtout, une inévitable confrontation entre les États-Unis et la Chine. Après avoir salué les performances chinoises, investi des centaines de milliards dans son économie, reçu des millions de ses étudiants dans leurs campus et accueilli Beijing au sein de l'OMC, les occidentaux se sont mis à parler de “découplage” avec un rival ambitieux, ténébreux, voire franchement hostile (et qui avait peut-être déjà entamé son déclin).

Toujours est-il qu'à partir de 2006, la même année où la démocratisation entamait son reflux, la mondialisation commençait à hoqueter. Vers 2005, le gain en productivité dans les économies avancées était devenu presque plat. Entre 2008 et 2019 la part du commerce international dans le PNB global déclinera de 5%; on verra réapparaître des taxes sur les importations; les investissements de long terme tomberont de moitié entre 2016 et 2019 ; les sanctions économiques pour des raisons politiques vont devenir monnaie courante. Un vent de protectionnisme économique accompagnait la recrudescence du nationalisme, nourri par la mauvaise humeur des salariés des pays avancés qui ressentaient le coût des délocalisations industrielles et du libre-échange sur leur propre fiche de paie. Ils accusaient l'Union européenne, l'ALENA (ou NAFTA) et surtout leurs gouvernements de les avoir appauvris et, ce faisant, alimentaient en voix les partis ultra-nationalistes et xénophobes. 2008, année suivant la crise de Wall Street, est aussi celle où les deux organismes principaux de l'Occident libéral, l'UE et l'OTAN, après des élargissements en chaîne, allaient se résoudre à une pause.

Les peuples du Sud s'apercevaient de leur côté que le néo-libéralisme pouvait bien s'appliquer aux marchandises et aux capitaux, dont il encourageait la liberté de mouvement, mais n'était guère aussi favorable à la circulation des hommes. Au sans-frontiérisme des industriels et autres banquiers s'opposait de plus en plus clairement le sur-frontiérisme des policiers et des garde-côtes. Or des millions de jeunes gens rêvant d'un avenir meilleur savaient qu'ils ne pouvaient pas espérer le trouver chez eux et tentaient, dans des parcours souvent suicidaires à travers mers et déserts, de rejoindre les pays où il était plus probable de le construire. Face à cet ardent désir, le Japon restait fermé sur un chauvinisme ancestral; les États-Unis décrétaient un «Muslim ban» avant d'ériger un mur le long de leur frontière avec le Mexique pour freiner, sinon tarir tout à fait, le flux des immigrés originaires d'Amérique centrale et méridionale; et l'Europe faisait de l'immigration une obsession telle qu'elle nourrissait, en contrecoup, les courants les plus chauvinistes, voire ouvertement racistes, dans ses populations. Au moment où on pouvait exporter à volonté grâce au libre-échange, placer son argent où bon vous semblait grâce à la compétition effrénée des pays pour attirer les investissements étrangers, le statut légal de réfugié ou de travailleur immigré était devenu un privilège dur à obtenir, le visa une denrée rare accordée avec parcimonie, et la nationalité d'un pays riche un rêve quasi impossible. En 1990, 16 pays avaient érigé un mur le long de leurs frontières. Ils étaient 78 une trentaine d'années



plus tard. Une époque entamée par l'effondrement d'un Mur au cœur de l'Europe se poursuivait avec la construction de dizaines d'autres dans le monde entier.

Plus en profondeur, le triomphe planétaire du néo-libéralisme avait affecté la posture autant que l'autorité des États. En Europe, il avait conduit à l'élévation de l'*homo economicus* omnipotent, mû par la quasi-religion du «choix rationnel», à l'université, dans l'administration, et sur la scène publique. Les passions paraissaient déplacées ; les soucis de défense étaient des archaïsmes qui seraient bientôt effacés par les calculs de compétitivité économique. L'Europe se plaisait à confier à elle-même que la guerre ne la concernait plus, alors même que d'autres contrées étaient restées attachées aux concepts conventionnels de puissance et de rapport de force. On avait l'impression, au moins jusqu'à la guerre d'Ukraine, que Bruxelles, où l'angélisme assumé des institutions européennes faisait sourire, était la seule ville au monde où on croyait encore à la fin de l'histoire. C'était aussi le lieu où on mit longtemps à comprendre que la mondialisation, dont l'Europe était l'évangéliste patenté, ne produisait pas des effets identiques partout où elle s'étendait, et que son usage ne se faisait pas dans un vide mais qu'il était contraint, voire profondément réinterprété, par des traits culturels enracinés et, plus encore, par d'invouables calculs stratégiques.

La dérégulation de l'économie et de la finance, qui est l'essence même du processus de mondialisation, avait conduit à la baisse des tarifs douaniers, à un mouvement quasi frénétique des capitaux, à la constitution de zones d'échanges libérées de contraintes nationales et à la désignation du protectionnisme et du contrôle des capitaux comme des maux archaïques. Des États de la périphérie qui s'étaient convertis au néo-libéralisme se privaient des sources fiscales et, partant, des moyens d'action sur leurs sociétés. Ils étaient souvent trop fragiles pour pouvoir troquer avec succès leur promesse d'être des États sociaux (ce qui impliquait une économie dirigiste) contre leur ambition de devenir de simples régulateurs du marché et de ses acteurs. Se défaisant de leur engagement à être des *welfare states*, ils voyaient s'éroder leur légitimité et se trouvaient de moins en moins capables de mobiliser leur public pour des causes collectives, quand ils ne tombaient pas carrément dans la catégorie peu reluisante des *failed states*.

Et qui dit dérégulation dit crise. Dès 2002, dans son *Roaring Nineties : Seeds of Destruction*, Joseph Stiglitz, hier apôtre de la mondialisation au sein de l'équipe Clinton puis à la Banque mondiale et Prix Nobel d'économie, battait sa coulpe: l'explosion de la bulle technologique à l'automne 2000 et la récession de 2001 qui l'avait suivie lui firent écrire: «Ce n'est pas une coïncidence si trois des secteurs qui sont en crise en 2002 (finance, télécommunications et électricité) avaient été dérégulés. [...] Presque chaque épisode de dérégulation donne lieu à un cycle de gonflement de la bulle suivi par son explosion<sup>21</sup>.» Stiglitz accuse nommément le FMI et le trésor américain d'avoir encouragé des investissements hautement spéculatifs dans des pays au système bancaire sous-développé, leur appliquant les mêmes modes de libéralisation que dans les pays avancés. Lors de la crise asiatique de 1997, les pays qui avaient été les plus

sourds aux conseils du Fonds et du trésor (telle la Malaisie) avaient d'ailleurs bien plus vite récupéré que ceux qui y avaient été attentifs (comme la Thaïlande). Il était d'ailleurs assez étonnant que des gouvernements démocrates (tels ceux de Jimmy Carter et de Bill Clinton), supposés moins confiants dans les capacités du marché à s'autoréguler, aient été des champions de la dérégulation. Si «la main invisible du marché est invisible, c'est qu'elle n'existe peut-être pas<sup>22</sup>», concluait Stiglitz.

Les crises s'enchaînaient: au Mexique, en Asie, en Russie, au Brésil avant de toucher en 2007 le cœur même du système à Wall Street. L'absorption des pertes occasionnées par cette crise coûtera des trillions de dollars aux contribuables des pays avancés (on estime à 70 000 dollars par personne le coût de cette crise aux États-Unis<sup>23</sup>). Si, en 2003, l'invasion de l'Irak avait jeté le discrédit sur la démocratie, la crise financière de 2007 allait clairement entacher l'économie de marché, et Fukuyama, pénitent, ne sera pas le dernier à le reconnaître<sup>24</sup>. Par la suite, la pandémie de Covid gèlera partiellement les mouvements, et les guerres d'Ukraine et du Proche-orient viendront amplifier cette décélération. Les sanctions, érigées en armes punitives, pénalisaient des États hostiles autant que les compagnies occidentales qui y avaient investi, affectant ainsi le mouvement des capitaux, les délocalisations de production et le volume des échanges. On constata alors un autre effet pervers de la mondialisation: en ouvrant à la production nationale des horizons lointains, elle avait distendu les liens d'interdépendance entre certains voisins proches. À la veille de l'invasion de février 2022, 1,4% à peine des exportations russes allaient vers l'Ukraine. En d'autres termes, l'interdépendance économique, applaudie comme la panacée à la fin du siècle dernier, sans être reniée, suscitait beaucoup moins d'enthousiasme à l'orée de l'actuel, le resserrement des liens entre économies nationales étant désormais perçu autant comme une source de vulnérabilité que de prospérité.

Le troisième pilier de la vision irénique, une *société ouverte*, lui aussi, n'a que partiellement produit les bienfaits qu'on pouvait en attendre, quand il n'a pas conduit à des effets pervers. La révolution technologique avait certes permis une circulation toujours plus rapide, toujours moins chère, toujours plus miniaturisée des informations et des idées et ainsi enfanté l'utopie d'un droit d'expression universel. Mais elle allait, dans un second moment, fournir aux pouvoirs en place des capacités nouvelles de surveillance et de contrôle telles, que la protection de la vie privée devenait bien aléatoire face aux gouvernements (ainsi qu'aux grandes sociétés de la Silicon Valley armées de leurs redoutables algorithmes). Elle amplifiait aussi leurs moyens de désinformation et de propagande «blanche» à travers des réseaux télévisuels et des sites, autant que «noire» par les *trolls* et la diffusion massive des *fake news*. Plus la société s'ouvrait, plus la technologie produisait des moyens pour la surveiller ou l'influencer (Pegasus, le programme israélien d'écoute, a été employé pour espionner des millions de personnes, et parfois des dirigeants de premier plan). Bref : plus on se branchait, plus on pouvait s'exprimer et plus on était espionné.

La profusion des nouvelles et des idées a ainsi commencé à être bien plus contrainte autour de 2005-2006. Les régimes autoritaires ont trouvé des moyens pour pousser les publications, en papier ou sur la toile, à fermer: intimidations physiques, sélectivité systématique des publicités officielles, pressions sur les compagnies pour priver les médias contestataires de revenus publicitaires, rachat plus ou moins forcé de médias par des oligarques favorables aux régimes; censure immédiate des sites critiques et, parfois, fermeture totale ou ponctuelle de l'internet. La pandémie poussera des gouvernements à adopter de nouvelles lois pour camoufler le nombre réel des victimes et brimer la critique de la gestion de la crise sanitaire par les autorités. Tel Janus, la révolution technologique ouvrait les vannes de la parole libre avant de servir à l'étouffer<sup>25</sup>.

La révolution technologique s'est également révélée une aubaine pour les militaires, leur fournissant des armes de plus en plus sophistiquées, quand elle ne créait pas, littéralement, de nouveaux théâtres de guerre comme l'espace ou le cyber. de nouveaux instruments entraient en service tels les drones qui faisaient des ravages, y compris parmi les populations civiles, alors que la physique quantique et l'intelligence artificielle s'affirmaient comme des domaines à double usage, aussi civil que militaire. Le monde cybernétique était désormais un lieu de convivialité pacifique autant qu'un domaine incontournable de la guerre.

Le contenu de cette communication en continu entre «branchés» produisait de nouveaux problèmes. Si la socialisation était rendue plus aisée par le téléphone portable et les autres nouveaux instruments, elle encourageait aussi l'exclusion, le rejet, la coalescence de populistes et de complotistes en chapelles, la réactivation des clivages originels, la désarticulation des liens de solidarité citoyenne, quand elle ne facilitait pas le recrutement de nouveaux terroristes ou ne divulguait pas aux quidams les modes de production d'un cocktail Molotov, voire d'une bombe nucléaire. Oui, grâce à la révolution numérique, les sociétés étaient devenues plus «ouvertes», mais leur ouverture conduisait souvent à leur fracture, parce que les plus haineux se sont révélés les plus vocaux, parce que les plus frustrés, les plus revanchards, les plus belliqueux, auparavant privés d'un exutoire, pouvaient enfin déverser des sentiments ou des opinions jusque-là comprimés. Les géants de la Silicon Valley savaient pertinemment (et finiront par l'avouer) que le discours le plus violent était le mieux à même de susciter le plus d'attention et, partant, de recruter de nouveaux participants, de les faire interagir dans un Hyde Park planétaire et chaotique et d'attirer, du coup, de plus gros revenus de publicité. Les guerres commençaient désormais sur Facebook.

Ce triomphe de la communication facile et bon marché aura un autre impact délétère: l'aggravation des effets pervers du *culturalisme*. L'affaissement des grandes idéologies du siècle passé, quatrième pilier de la vision irénique, allait profondément altérer la construction de l'identité individuelle autant que la cristallisation des «communautés imaginées<sup>26</sup>» collectives. Face au monde fluide et convergent qu'impliquait la séduisante, rassurante,

optimiste «fin de l'histoire», Samuel P. Huntington avait opposé dès 1993 une vision apocalyptique d'un monde encore plus clivé qu'avant, non plus par les frontières nationales ou les courants idéologiques, mais par les ingrédients de votre acte de naissance : religion, langue, race, ethnie. À peine avait-on vu se dissiper le spectre de la guerre nucléaire entre blocs que le professeur de Harvard nous annonçait un choc planétaire entre civilisations. Le culturalisme était désormais installé dans les esprits, en contrepoint à la mondialisation et ensuite, surtout après le 11 septembre, en nouvelle doxa. Cet environnement idéal se révélait bien plus conflictuel d'autant qu'il extrayait une conversation des cercles élitaires où elle était largement confinée pour en faire, sur les réseaux sociaux, un phénomène de masse, celui d'un identitarisme revendiqué avec ferveur.

Les grands moteurs de la convergence (démocratie libérale, économie de marché, société ouverte et culture) fonctionnaient selon une règle de base qui leur était commune: la déréglementation de leurs domaines respectifs. Des normes, des règles, des coutumes, des institutions étaient revues, amendées, ajustées, voire tout simplement éliminées pour que ces processus puissent s'épanouir. Le marché ne pouvait s'imposer sans une éradication des contraintes qui pouvaient gêner le déploiement de ses champions ; la sacralisation de l'individu hors sol conduisait à la montée de la cupidité comme une valeur ultime du néo-libéralisme, non point tolérée mais applaudie ; la politique voyait ses institutions représentatives ébranlées par la vigueur du marché avant d'être dévoyées par la montée des populismes ; la révolution technologique ne démocratisait le discours que pour le soustraire aux règles élémentaires de civilité et de bienveillance, le culturalisme libérait les identités mais fragmentait les sociétés.

La déréglementation de l'économie, de la politique, de la technologie et de la culture a, d'une manière concomitante, favorisé l'usure des normes qui gouvernent les relations internationales et, partant, la *dérégulation de la force*. La force, après avoir semblé devoir être apprivoisée au lendemain de la chute du Mur, allait, au contraire, s'émanciper de ses gonds sous l'effet d'une convergence de facteurs favorables. Passé la guerre du Koweït (1990), saluée à juste titre comme un usage de la force au service du droit<sup>27</sup>, on allait y recourir d'abord avec parcimonie, avant qu'elle ne devienne un instrument de police pour des policiers autodésignés. Les motifs étaient tous, du moins en apparence, légitimes : intervention humanitaire (qui trouve ses racines dans l'intervention d'humanité du xix<sup>e</sup> siècle) ; imposition d'une fin à une guerre civile (un remède nécessaire au massacre d'innocents); promotion de la démocratie (l'environnement mondial s'y prêtait); déprolifération des armes de destruction massive (l'occasion d'interdire aux voyous de posséder la bombe était trop belle pour être manquée) ou lutte antiterroriste (nécessaire autodéfense de «la civilisation» contre «la barbarie»).

À l'orée du nouveau millénaire, cette retenue était répudiée: l'invasion américaine de l'Irak en 2003, une guerre de choix et non de nécessité, justifiée par des arguments fallacieux et dénuée d'une autorisation préalable du Conseil de sécurité (comme l'était déjà l'intervention au

Kosovo en 1999, politiquement moins controversée), ouvrira grand les portes de l'usage de la force dérégulée. elle sera le péché originel de l'ère nouvelle, pour l'identité de qui le commettait, pour l'illégitimité qui le marquait et pour l'émulation qu'il allait susciter. Plus les vainqueurs de la guerre froide prenaient leurs aises avec leur victoire, plus les autres, États-empires nostalgiques de leur aura passée, puissances révisionnistes, jeunes pousses ambitieuses, nourrissaient l'envie d'en faire autant. «C'est le privilège des superpuissances de pouvoir conquérir un voisin: si les américains peuvent envahir l'Irak, la Russie peut envahir l'Ukraine<sup>28</sup>», note Mikhaïl Zygar. Le nombre de pays qui recourent à la force ne cessera pas de croître; leurs motivations n'auront plus grand-chose à voir avec les intitulés humanitaires; les modalités de leurs interventions seront de moins en moins licites. Le monde a ainsi manqué une occasion sans doute unique pour dompter la force et contenir la violence. La sortie de la Première Guerre mondiale avait été minée par certaines dispositions du traité de Versailles autant que par l'échec de la Société des nations; la seconde le sera par le rideau de fer qui paralysa l'ONU et cliva le monde ; la sortie de la guerre froide sera, elle, assombrie par la prévalence des intérêts sur les normes, par le déficit de vision dans les grandes capitales et par le triomphe de la force unilatérale sur les exigences de l'action collective.

Le bilan de ces interventions sera bien discutable : des dictateurs ont été renversés et d'autres épargnés ; des régimes ont été abattus sans se soucier du jour d'après ; des kleptocrates ont été poussés vers la sortie mais pour être remplacés par d'autres qui ne l'étaient pas moins ; des massacres ont été interrompus mais d'autres se sont déroulés dans l'indifférence générale. Il était de moins en moins aisé d'extraire ces opérations du contexte géopolitique dans lequel elles se déroulaient : la France agissait-elle en posture antiterroriste au Sahel ou en routine post-coloniale ? La Russie courait-elle au secours des minorités en Géorgie et en Ukraine ou tentait-elle de reconstituer son empire perdu? Les États-Unis cherchaient-ils à étouffer les foyers du terrorisme ou en prenaient-ils prétexte pour étendre leur hégémonie planétaire? Que voulait la Turquie de son intervention en Libye et que cherchait le Rwanda au Congo? et pourquoi le territoire, qu'on présentait comme une lourde relique du passé à l'âge de la fluidité mondialisée, faisait-il couler tant de sang dans le Donbass, au Nagorno-Karabakh, à Gaza et, potentiellement, dans le détroit de Taïwan ou dans la jungle du Guyana? Un malaise palpable remplaçait l'espoir passé, tant les intentions étaient opaques, les motivations suspectes, et discutable la légitimité.

Même le *nucléaire*, jusqu'ici entouré d'une sorte de «tabou»<sup>29</sup>, n'y échappera pas. Aux premiers temps de l'après-guerre froide, les arsenaux des deux Grands avaient été substantiellement réduits et des plumes, et non des moindres, avaient proposé l'"option zéro" d'une dénucléarisation volontaire et générale. Mais lorsque la Corée du nord franchit ouvertement le seuil, que l'Iran s'en rapproche inexorablement, lorsque Poutine évoque des «représailles comme celles que vous n'avez pas vues de votre vie» et qu'il place des têtes nucléaires chez son voisin biélorusse ou qu'un ministre israélien propose publiquement de

larguer une bombe nucléaire sur Gaza, le fameux «tabou» nucléaire chancelle s'il ne tombe pas. Collatéralement, la promesse faite à l'Ukraine dès 1993 qu'elle ne serait jamais attaquée si elle livrait à la Russie les parts (autour du tiers) de l'arsenal nucléaire soviétique déposées sur son territoire (même si elle n'en avait pas la clé) a été violée par l'invasion de 2014 sans que cette parole trahie suscite une condamnation effective. Cela posait au moins trois problèmes aigus: la crédibilité des garanties accordées par les grandes puissances aux pays qui acceptaient leur dénucléarisation ; l'hypothèse contrefactuelle d'une invasion qui n'aurait peut-être pas eu lieu si l'Ukraine était restée détentrice d'un arsenal nucléaire et, enfin, la menace nucléaire ouvertement brandie par Moscou. Le nucléaire est, lui aussi, témoin de deux moments contrastés : un effort louable pour réduire les arsenaux des deux Grands du monde bipolaire, perpétuer en 1995 la validité du traité de non-prolifération (TNP), arrêter les nouveaux tests, un moment suivi, dès 2001, par un autre où les accords de dénucléarisation sont suspendus, où le tabou est remis en cause et où la prolifération redevient d'actualité.

### *Fragmentation*

Pour ajouter à ce vacillement des six piliers de la vision irénique, les occidentaux disaient aux nouveaux États que leur souveraineté n'était pas un dû mais qu'elle devait se mériter par un comportement idoine au risque qu'on se substitue à eux dans le gouvernement de leurs propres populations. Les droits humains sont ainsi devenus la fondation d'un nouvel interventionnisme moralisateur et, en retour, la source d'une réponse chauviniste arc-boutée sur une vision de l'indépendance nationale, déclinée en termes de souveraineté formelle et culturelle. Que faisaient donc les occidentaux en voulant réguler au-delà de leurs frontières le travail des enfants, la parité des sexes ou les droits des minorités? normer le monde de force? imposer la nature supposée universelle de leurs valeurs ou, plus simplement, exercer une hégémonie porteuse d'une forme plus subtile de domination en arrachant aux pays "de la périphérie" des pans de l'indépendance qu'on leur avait hier accordée ? Les «appels d'empire<sup>30</sup>» que nous avons entendus se sont ainsi progressivement mués en des excuses douteuses pour intervenir au nom de l'impératif humanitaire, la défense des LGBTQ, l'exportation de la démocratie ou la guerre contre le terrorisme, prétextes qui ne pouvaient effacer l'indiscrete odeur des intérêts économiques et de l'*animus dominandi* des États.

La convergence tant acclamée au moment du passage au nouveau millénaire en était bien assombrie: si on recourait à la force, c'est que ladite convergence n'allait pas de soi. En Occident, on était partagé entre les nouvelles opportunités stratégiques et économiques et la crainte suscitée par des nouveaux géants asiatiques qui ne manquaient pas d'arrogance autant que par un "Sud global" (expression courante mais déroutante qu'on utilise faute de mieux) dont l'affirmation autonomiste se radicalisait. Si des institutions de fabrication occidentale se greffaient tant bien que mal sur les structures locales, l'intégration du reste du monde dans l'ordre libéral que l'occident avait établi (et qu'il dominait) se révélait bien plus compliquée.

L'ennemi soviétique pouvait avoir disparu, l'évolution effective des pays qui comptent, la Chine ou la Russie, l'Inde ou la Turquie, n'allait pas exactement dans le sens espéré. Pour les occidentaux, ces pays ne pouvaient être vraiment rassurants que s'ils adoptaient des institutions semblables aux leurs. Pour un moment, ils avaient eu l'impression de gagner leur pari avant qu'ils ne se heurtent, comme par un effet boomerang, à une Russie autoritaire et interventionniste, à une Chine qui assumait son rejet de leurs us et coutumes, et, ailleurs, à des États recroquevillés sur un néo-westphalisme littéraliste, qui ne toléraient aucune atteinte à leur indépendance et s'autorisaient, en diplomatie, l'opportunisme impétueux des adolescents. L'occident était ainsi pris à son propre jeu : il avait créé un ordre auquel les autres s'étaient confortablement ajustés. Mais alors qu'il entendait consolider cet ordre pour redéfinir la souveraineté, promouvoir les droits de l'individu, imposer la tolérance religieuse ou la protection de l'environnement, mettre fin à la prolifération nucléaire ou ouvrir les marchés au commerce, bref pour universaliser son propre passage dans la post-modernité, il s'est retrouvé face à des États rétifs à le suivre et qui, de surcroît, l'accusaient, souvent à raison, de remettre dangereusement en question l'ordre interétatique qu'il avait lui-même créé. Ironie de l'histoire : un peu partout dans le monde, les occidentaux étaient désormais peints en missionnaires zélés d'une quelconque cause et qui semaient le chaos; leurs adversaires en défenseurs du *statu quo* soucieux d'ordre et de stabilité.

La réalité de la fragmentation remplaçait la promesse de la convergence. dans leur hostilité à la mondialisation, les altermondialistes étaient désormais dépassés par les néo-protectionnistes, moins vocaux mais plus efficaces. La démocratie libérale, d'un modèle aspirationnel à vocation universelle, était rétrogradée pour n'être plus que «le mode occidental de gouvernance», miné par le populisme dans son socle d'origine et peu attrayant pour les peuples en quête de bien-être. La société ouverte est devenue un champ de bataille entre sociétés civiles et gouvernements, ou entre ethnies et tribus réinventées. La fin des idéologies a conduit au triomphe du wokisme, porteur de la fragmentation en "sections". Cette quadruple dégénérescence conduisait à une cinquième : une espèce de déshabillage du recours à la force, lui épargnant désormais la peine de se justifier pour pouvoir s'épanouir. George Bush et Tony Blair avaient sciemment menti pour "vendre" leur invasion de l'Irak et Poutine n'a pas craint d'user d'arguments extravagants pour tenter de légitimer son «opération militaire spéciale» en Ukraine; mais d'autres ne se croient même pas obligés d'expliquer leurs équipées militaires. La «fin des hypocrisies» aurait été bienvenue si elle n'allait pas de pair avec le délaissement de l'appareil normatif patiemment mis en place pendant les siècles derniers pour limiter le recours à la force et contenir ses débordements. Quoique formel, quoique privé d'un juge et d'un policier, cet appareil avait souvent poussé les États, y compris les plus puissants, à la retenue.

Quelques jours avant l'invasion américaine de l'Irak, Anna Simons avait pensé pouvoir affirmer: «La conquête traditionnelle dans laquelle on saisit des territoires et on contrôle des populations contre leur gré n'est plus une option<sup>31</sup>.» Si une telle erreur de jugement pouvait

être faite, c'est que le recours à la force paraissait alors moins fréquent et moins rationnel, mais aussi parce qu'il avait été, d'une manière lente et cumulative, régulé. Il l'était le plus souvent après de grands désastres: les grandes guerres suscitaient naturellement des appels au «plus jamais ça» et ce au moins depuis les traités de Westphalie de 1648 qui mirent fin aux guerres religieuses en Europe. Cette régulation, étendue sur plusieurs siècles, au moins depuis les écrits des grands juristes du xvi<sup>e</sup> siècle, de Grotius à Gentili, pour ne pas remonter à Saint-Augustin, a été consolidée par la naissance effective d'un droit international public au xix<sup>e</sup> siècle et substantiellement élargie au xx<sup>e</sup> par les conventions de La Haye de 1899 et de 1907, par la Charte de la SDN puis par celle de l'ONU ainsi que par les protocoles de Genève de 1949 et par des dizaines de conventions internationales sur le droit humanitaire. La fin de la guerre froide n'aura finalement pas été une exception: la guerre n'est pas devenue obsolète et, quand elle éclate, elle n'est pas contenue par cette large armature normative accumulée à travers les siècles qui devait en réduire la fréquence sinon en limiter les dégâts. Avec une amère désillusion, les prisonniers humiliés d'Abou Ghraïb, les victimes innocentes de Marioupol et les enfants de Gaza auraient pu en témoigner.

Nul ne doutait, vers 1990, que les temps étaient opportuns, mais, l'implosion de l'URSS et la fin de la guerre froide étant survenues d'une manière soudaine peu nombreux étaient ceux qui avaient une idée précise de ce qu'il fallait en faire. Pendant près de quinze ans, de nouvelles organisations ont été créées, de nouvelles conventions signées, de grandes conférences sur d'importants thèmes globaux (la population, le développement, l'habitat, l'environnement ou les droits des femmes), tenues. L'ONU tentait de faire peau neuve avec un nouvel *Agenda pour la paix*, une nouvelle définition de la souveraineté étatique, une révision des opérations de maintien de la paix ; elle a même envisagé une réforme longtemps attendue de son Conseil de sécurité. Les organisations régionales, comme l'Union africaine ou l'ASEAN, réussissaient à rendre leur impact plus concret. Les ONG se multipliaient comme des champignons, avec des projets pointus comme l'élimination des mines antipersonnel, ou plus larges telles que la défense de l'environnement; leur influence sur l'agenda des États, autant que sur celui des organisations intergouvernementales, ne faisait que s'étendre. Les États, certes restés les acteurs principaux du système global, se libéraient des pressions qui les obligeaient à s'aligner et acceptaient parfois des atteintes à leur sacro-sainte souveraineté. L'Europe, lors de quelques sommets phares ou avec l'introduction de la monnaie unique, démontrait que, quand ils le voulaient, les États pouvaient pousser loin leur coopération, voire leur intégration.

S'il y eut des lieux où le tragique revenait en force comme au Rwanda, au Congo, en Bosnie ou en Somalie, nul ne peut nier que les années précédant et suivant le changement de millénaire étaient sinon heureuses, du moins animées par l'espérance qu'un monde meilleur était possible et qu'il était même à portée de main. Le rapport de force comme paradigme central des relations entre États s'estompait ; les budgets militaires se résorbaient ; le recours à la force, hors les crises humanitaires, devenait difficile à justifier. Nos bibliothèques se remplissaient d'ouvrages



annonçant la disparition du territoire, de l'État-nation («une création récente sans vocation d'être perpétuelle»), de la frontière et, surtout, de la guerre.

Mais cette chrysalide ne tiendra pas ses promesses. L'intérêt national qui avait semblé se dissiper comme code de conduite, ou qui se sublimait dans la compétition économique, technologique ou sportive, reprendra ses couleurs militaires. La production des normes s'est ralentie, la mondialisation a connu une pause, le terrorisme s'est inséré dans les brèches du système mondial avec des effets parfois spectaculaires dans l'horreur et les guerres ont repris en plusieurs points de la planète, y compris sur le Vieux Continent ou au Proche-Orient. Les nombreux instituts scandinaves qui comptabilisent les conflits armés actifs sont unanimes pour dire que la courbe s'est inversée autour de 2010 pour passer de près de 27 à cette date à plus de 50 fin 2023. *Armed Conflicts Survey*, le rapport annuel de l'IISS de Londres, calculait que, fin 2023, il y avait 183 conflits armés en cours à travers le monde, le chiffre le plus élevé en trois décennies. En conséquence, les budgets militaires ont recommencé à grimper, surtout à partir de la première guerre du Donbass et l'annexion de la Crimée par les Russes en 2014, de telle sorte qu'en 2022 les dépenses militaires mondiales atteignaient un record de 2 240 milliards de dollars<sup>32</sup>. Les ingrédients d'un ordre mondial pacifié se sont tour à tour effrités et les États, à commencer par les plus grands, ont repris le chemin de la rivalité stratégique, un chemin qu'ils n'avaient sans doute jamais vraiment quitté, comme si l'immédiat après-guerre froide n'avait été qu'un simple interlude, qu'une récréation sans lendemain. Et ce chemin n'est certainement pas celui du multilatéralisme indispensable pour répondre aux grands défis qui pèsent d'une manière pressante sur l'humanité, à commencer par le changement climatique (que l'auteur reconnaît comme une source majeure de crainte pour l'avenir de la planète et comme une cause devenue décisive de misère, d'exacerbation des conflits et de migrations forcées, et qu'il entend aborder dans un prochain ouvrage dédié aux guerres civiles), les inventions technologiques porteuses de grands dilemmes éthiques (en premier lieu l'intelligence artificielle générative), le risque des pandémies ou encore l'aggravation des déséquilibres démographiques. Telle Byzance assiégée, la planète est menacée d'étouffement, mais ses habitants sont absorbés par leurs vieilles habitudes.

En Occident, auquel l'Histoire repassait le plat, on regrettera un jour de n'avoir pas su s'élever au niveau de l'occasion, de n'en avoir pas saisi la nature exceptionnelle, de n'avoir pas su en exploiter l'immense potentiel. L'Histoire ne connaît pas les retours à l'identique et il est probablement inutile d'aller en quête des «leçons de l'Histoire». C'est le présent qui importe, et il est plein de facteurs hétérogènes sinon contradictoires, à en être illisible. Les pays occidentaux ont aujourd'hui en commun un attachement à la démocratie libérale, à l'économie de marché et à la liberté individuelle. Cela fait leur ADN, le ciment de leur unité. En face, leurs adversaires, anciens et nouveaux, ont du mal à définir aussi clairement ce qui les réunit sinon un attachement à leur indépendance, qui se réduit souvent à une hostilité plus ou moins militante à l'emprise occidentale, réelle ou imaginaire, sur le système global.

Mais la Chine ne veut pas siniser le monde : les Mandchous ont tué l'universalisme des Ming en le remplaçant par un simple expansionnisme territorial. Vladimir Poutine ne veut guère le russifier ou Narendra Modi l'indianiser. Les Romains divisaient le monde en terre pacifiée et domaine des barbares. L'islam a pu avoir une ambition planétaire avant de se résoudre, lui aussi, à ne régir que le "domaine des croyants", laissant aux infidèles la gestion du leur. De toutes les civilisations, seule l'occidentale a persisté dans un projet universel, qu'elle a prétendu pouvoir nommer simplement: «la civilisation». Cela lui a donné une haute idée d'elle-même que sa domination du monde depuis les grandes découvertes du xv<sup>e</sup> siècle ne faisait que conforter, l'autorisant, en particulier, à surimposer son récit de l'Histoire sur celui des autres groupes humains, avant qu'elle ne découvre que la thèse hégélienne selon laquelle l'Histoire commençait en Asie et finissait "absolument" en Europe ne soit chamboulée par la mondialisation en cours, la réémergence de l'Asie et l'apparition d'un monde polycentrique.

L'URSS, par certains de ses traits, était comme un morceau de l'Occident (blanc et chrétien) qui était entré en dissidence (sur la base des thèses d'un certain philosophe allemand). Elle tiendra tête à sa famille d'origine et précipitera l'émancipation politique du reste de la planète en portant des coups sévères à la domination européenne sur le monde. Son implosion a laissé entrevoir la possibilité de reprendre l'entreprise d'occidentalisation du monde avec de nouveaux contenus comme la protection de l'environnement ou les droits de l'homme. Par manque de moyens, de volonté ou de vision, cette reprise s'essouffle sous nos yeux. L'occident lui-même est, avec la distance qui sépare désormais les nouvelles élites américaines du Vieux Continent, une hypothèse, une réminiscence, plutôt qu'une réalité. En face, «le reste» ne se retient plus pour répliquer à «l'Ouest» : ce que vous croyez être universel n'est que le symptôme de votre provincialisme. Nous pouvons copier des pans de votre modernité mais votre discours post-moderne nous répugne. L'hostilité Est- Oued de la guerre froide était principalement idéologique, une dispute aiguë au sein de la même famille. L'altérité qui sépare aujourd'hui les occidentaux du reste du monde est d'une autre nature, plus revancharde et, *in fine*, plus radicale.

De là à conclure au «déclin» de l'Occident ou même à sa fin, il n'y a qu'un pas, et certains le franchissent avec dépit ou gaieté. Mais rien d'humain n'est vraiment inéluctable, et l'Occident, dont la puissance et le rayonnement restent inégalés, peut encore espérer qu'une nouvelle vague de démocratisation viendra nous surprendre, que la mondialisation reprendra son rythme hier frénétique, que la dérive culturaliste qui le mine se révélera une mode passagère. Le recours à la force peut reprendre sa tendance à la baisse, la détermination à débarrasser le monde des armes de destruction massive peut redevenir d'actualité. La chance perdue de bâtir un ordre universel pacifique, consensuel (et respectueux de l'environnement physique que nous n'avons cessé de polluer) peut de nouveau apparaître et les «dividendes de la paix» promis en 1989 peuvent être un jour collectés.

Mais une telle inversion nous paraît de moins en moins probable. Nous assistons désormais à l'élaboration d'une résistance, certes insuffisamment cristallisée, non seulement à l'influence de l'occident, mais aussi à son modèle. Le véritable frein de ces nouveaux entrants est qu'ils ne vivent pas vraiment dans le même temps, que des rivalités les minent et qu'ils n'usent pas (encore) d'une grammaire commune. Ce livre aurait d'ailleurs pu s'intituler «discordance de temps» en ce sens que divers acteurs empruntent des référents et des modes d'action provenant de phases très différentes de l'histoire. Certains sont inspirés encore par la logique de la compétition d'empires du XIX<sup>e</sup> siècle ; d'autres vivent dans la modernité des États-nations; d'autres enfin sont persuadés d'être les artisans d'un monde nouveau. Une demi-douzaine d'États-empires créent le trouble en favorisant épisodiquement la composante impériale de leur identité ; une dizaine de «nouvelles spartes» se cherchent bruyamment une place au soleil; et tous piochent dans leur passé des raisons de se distinguer de l'Occident, de résister à son charme et de se soustraire à son empire. Il s'ensuit une cacophonie globale dans les référents, bien néfaste pour tout espoir de convergence. L'Occident s'en trouve plus isolé qu'en déclin, chahuté sans être vaincu, prenant progressivement conscience de son statut minoritaire dans un monde plus peuplé, plus divers, plus exigeant. À la célèbre question de Boris Pasternak, «quel siècle fait-il dehors ?», les réponses sont devenues multiples.

Faudra-t-il que les occidentaux se cramponnent à la vocation universelle de leurs valeurs, coutumes et institutions et s'acharnent à les répandre en allant déstabiliser un tyran, renverser une junte, imposer l'adoption de lois et de normes à des pouvoirs récalcitrants ou qu'au contraire ils suivent le testament de Huntington qui leur avait conseillé de se réorganiser en une forteresse imprenable et de tourner la page d'une épopée planétaire vieille de cinq ou six siècles? Leur tradition expansionniste, le vide laissé par l'écroulement du bloc de l'Est, les inventions institutionnelles qui portent leur signature et que le monde entier a adoptées, la diversité incohérente des projets de leurs adversaires sont autant de facteurs qui les conduisent à persister dans leur ambition. La résorption de leur poids démographique, l'émergence de rivaux économiques et militaires qui se mesurent à eux et les courants défensifs au sein de leurs opinions leur inspirent, au contraire, de la retenue, une peur panique de l'étranger, une hostilité à l'immigré et un attachement de nouveau sacralisé aux frontières. Le monde de demain dépend d'abord de la manière dont l'occident répondra aux défis qui lui sont lancés. Ce serait, en tout cas, une grande ironie de l'histoire si la mondialisation, partie d'Occident il y a quelques siècles, plutôt que de promouvoir l'universel, finissait par produire sa négation.

## Notes

### Introduction

1. J. Ernesto López-Córdova, Christopher Meissner, “The Impact of International Trade on Democracy: A Long-Run Perspective”, *World Politics*, 60(4), 2008, p. 539-575.
2. Merritt Lyon, Minxin Pei, “Bullish on Democracy: Research Notes on Multinationals and the Third Wave”, *The National Interest*, 70, 2002, p. 79-86.
3. Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, new York, Free Press, 1992.
4. Toutes les traductions sont de l’auteur.
5. John Lewis Gaddis, *The Cold War: A New History*, New York, Penguin Press, 2005.
6. Bruce Russett, “Peace in the twenty-First Century?”, *Current History*, 109(723), 2010, p. 11-16.
7. Philippe Delmas, *Le Bel Avenir de la guerre*, Paris, Gallimard, coll. «NRF Essais », 1995.
8. Maurice Bertrand, *La Fin de l’ordre militaire*, Paris, Presses de sciences Po, 1996.
9. John Keegan, “War Ça Change: The End of Great Power Conflict”, *Foreign Affairs*, 76(3), 1997, p. 113-116.
10. Paul Collier, *Exodus: How Migration Is Changing Our World*, oxford, oxford University Press, 2013.
11. Frédéric Gros, *États de violence : essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2006.
12. Steven Pinker, *The Better Angels of Our Nature: Why Violence Has Declined*, new York, Viking, 2011.
13. Gareth Evans, *The Responsibility to Protect : Ending Mass Atrocity Crimes Once and For All*, Washington, Brookings institution Press, 2008.
14. John Mueller, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*, new York, Basic Books, 1989 ; et du même auteur, vingt ans plus tard, “War Has almost Ceased to exist: an assessment”, *Political Science Quarterly*, 124(2), 2009, p. 297-321.
15. Steven Miller, “international security at twenty-Five: From one World to another”, *International Security*, 26(1), 2001, p. 5-39.
16. John Mueller, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*, *op. cit.*
17. Pascal Bruckner, *Le Nouvel Observateur*, 23 février 2006.

18. Ghassan salamé, *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.
19. Fareed Zakaria, "The Rise of Illiberal Democracy", *Foreign Affairs*, 76(6), 1997, p. 22-43.
20. John Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W. W. Norton, 2014.
21. Joseph Stiglitz, *The Roaring Nineties: Seeds of Destruction*, London, Allen Lane, 2003, p. 13.
22. Ibid.
23. Regis Barnichon, Christian Matthes, Alexander Ziegenbein, "The Financial Crisis at 10: Will We ever recover?", *Federal Reserve Bank of San Francisco Economic Letter*, august 13, 2008.
24. Rory Stewart, Alastair Campbell, "Francis Fukuyama: trump, Modi, and 'The End of History'", *The Rest is Politics*, July 10, 2023, 59 minutes.
25. Voir Sergei Guriev, daniel treisman, *Spin Dictators: The Changing Face of Tyranny in the 21st Century*, Princeton, Princeton University Press, 2022 ou david Colon, *La Guerre de l'information: les États à la conquête de nos esprits*, Paris, Tallandier, 2023.
26. Benedict anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso editions, 1983.
27. Philippe Weckel souligne que, à l'occasion de cette crise, «le Conseil de sécurité est apparu comme, en quelque sorte, le bras séculier du droit international, exerçant un pouvoir disciplinaire à l'encontre d'un coupable et cherchant à l'amener par la pression à la résipiscence » (Philippe Weckel, «Le chapitre vii de la Charte et son application par le Conseil de sécurité», *Annuaire français de droit international*, 1991 p. 166).
28. Mikhail Zygar, "Putin's new story about the War in Ukraine: How Russian Propaganda Went From 'Denazification' to Fighting the West", *Foreign Affairs*, November 10, 2023.
29. Nina Tannenwald, "Stigmatizing the Bomb: origins of the nuclear taboo", *International Security*, 29(4), 2005, p. 5-49.
30. Ghassan Salamé, *Appels d'empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris, Fayard, 1996.
31. Anna Simons, "The Death of Conquest", *The National Interest*, 71, 2003, p. 41.
32. Rapport SIPRI d'avril 2023 in Cédric Pietralunga, Élise Vincent, «Comment le monde se réarme depuis la guerre en Ukraine», *Le Monde*, 27 novembre 2023.